

## Notice destinée aux organisateurs de projection publique de films

Quiconque organise une projection publique de film doit obtenir l'autorisation de l'ayant droit pour chaque film projeté (Comment procéder? Réponses au verso!). L'article 10 al. 2 let. c de la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins dispose que seul l'auteur a le droit exclusif de décider quand et de quelle manière son œuvre sera utilisée, en l'occurrence, de permettre la projection publique de son film.

Seules les projections dans un cercle privé sont dispensées d'une autorisation. Le cercle privé se limite aux membres de la famille et aux amis proches.

Les auteurs cèdent leurs droits à la projection publique de leurs films aux distributeurs de films. Ces derniers sont tenus de se faire enregistrer auprès de l'Office fédéral de la culture (art. 23 Loi sur le cinéma). La plupart des distributeurs de films sont membres de l'Association Suisse des Distributeurs de Films (ASDF). Cette association publie régulièrement sur son site Internet [www.filmdistribution.ch](http://www.filmdistribution.ch) une liste de films (Release Schedule Details), laquelle indique, pour la grande majorité des films, quelle entreprise de distribution détient les droits d'exploitation pour la Suisse. Pour chaque projection publique d'un film, une autorisation de projection doit être requise auprès du distributeur officiel, lequel peut la refuser sans indication de motifs.

Les DVD et cassettes vidéo achetés ou loués ne peuvent être utilisés qu'à des fins privées et ne doivent être projetés publiquement sans l'autorisation du distributeur du film.

Par ailleurs, l'organisateur de la manifestation doit s'annoncer à la « Société Suisse pour les droits des auteurs d'œuvres musicales » (SUISA, [www.suisa.ch](http://www.suisa.ch)) et de s'y acquitter des redevances pour l'utilisation de la musique du film. Cependant, une annonce à la SUISA ne remplace en aucun cas l'autorisation expresse du distributeur du film.

Si le nombre de projections publiques excède 6 par année, l'organisateur devra également s'inscrire comme entreprise de projection auprès de l'Office fédéral de la culture ([www.bak.admin.ch](http://www.bak.admin.ch)). L'enregistrement est gratuit.

Le caractère onéreux ou gratuit de l'accès à la projection publique du film importe peu du point de vue du droit d'auteur et ne change en rien l'obligation de requérir l'autorisation du distributeur.

### Extrait de la LDA

#### Art. 67 Violation du droit d'auteur

*<sup>1</sup> Sur plainte du lésé, sera puni de l'emprisonnement pour un an au plus ou de l'amende quiconque aura, intentionnellement et sans droit:*

*...*

*g. récité, représenté ou exécuté une oeuvre, directement ou par n'importe quel procédé ou l'aura fait voir ou entendre en un lieu autre que celui où elle était présentée;*

*....*

*<sup>2</sup> Si l'auteur de l'infraction agit par métier, il sera poursuivi d'office. La peine sera l'emprisonnement et l'amende jusqu'à 100 000 francs.*



# Comment s'y prendre pour obtenir une autorisation de projeter un film en public?

## Une démarche en 6 étapes

1. Identifier le distributeur qui possède les droits de projection publique du film en Suisse. Lorsque celui-ci est connu, passer à l'étape 3.
2. Si le distributeur n'est pas connu, aller sur le site [www.filmdistribution.ch](http://www.filmdistribution.ch), cliquer sur la rubrique "Release Schedule Details" et introduire le titre du film. Le programme répertorie le titre, le distributeur (Th. Distr.) et, pour les films les plus récents, les dates de sortie en salle par région linguistique. Marquer le nom du distributeur et cliquer sur le bouton "i" dans "Th. Distr." Apparaît alors une liste de tous les membres de l'Association Suisse des Distributeurs de Films, avec mention des adresses et des numéros de téléphone.

**Attention :** [www.filmdistribution.ch](http://www.filmdistribution.ch) inventorie essentiellement des films récents (à partir de 1995). Si un film n'est pas recensé par [www.filmdistribution.ch](http://www.filmdistribution.ch), cela ne dispense pas d'obtenir les droits de projection. Sans élucidation de ces derniers, toute projection publique est interdite.

3. Prendre contact avec le distributeur et indiquer (le formulaire correspondant peut être téléchargé sur [www.filmdistribution.ch](http://www.filmdistribution.ch)) :
  - a. Titre du film
  - b. Lieu et date de la projection publique
  - c. Type de séance (open air, fête d'entreprise, maison des jeunes et de la culture etc.)
  - d. Sur quel support le film sera-t-il projeté (35 mm, DVD, cassette vidéo etc.)?
  - e. Nombre de places assises et debout
  - f. Prix du billet d'entrée
  - g. Coordonnées de l'organisateur (numéro de tél. et fax, e-mail, adresse; adresse de facturation, adresse pour l'envoi de la copie du film)

Le distributeur a besoin de ces informations pour pouvoir faire une offre (indication du prix).

4. Annonce de la projection publique du film à la SUISA, Société Suisse pour les droits des auteurs d'œuvres musicales, Bellariastrasse 82, Postfach 782, 8038 Zurich ([www.suisa.ch](http://www.suisa.ch)). L'utilisation de la musique de film ne peut pas être décomptée avec le distributeur, mais doit l'être impérativement avec la SUISA.
5. Annonce de la manifestation à la commune / police administrative / office de la taxe sur les spectacles (cette déclaration dépend du lieu et de l'ampleur de la manifestation).
6. La projection du film ne peut se faire que si le distributeur donne son accord écrit à la projection publique. La possession d'une cassette vidéo ou d'un DVD ne donne pas le droit de les projeter en public. L'Association Suisse des Distributeurs de Films ne peut pas délivrer d'autorisation pour une projection publique de films.

Il vous reste des questions? Plus de réponses sur [www.filmdistribution.ch](http://www.filmdistribution.ch).